

L'hon. James Richardson (ministre des Approvisionnements et des Services): La vente des insecticides contenant du DDT a cessé.

• (3.10 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—MOTION DE DÉFIANCE—ABSENCE DE POLITIQUES AGRICOLES EFFICACES

M. H. W. Danforth (Kent-Essex) propose:

Que, de l'avis de cette Chambre, le gouvernement a manqué à son devoir envers le cultivateur canadien en négligeant d'instituer et de promouvoir la commercialisation et la distribution de denrées et de produits agricoles et l'adoption de politiques internationales efficaces concernant les accords sur les produits agricoles.

—A la suite des événements constatés depuis 1963 dans l'industrie agricole, événements qui se sont sérieusement précipités ces derniers mois, je considère comme un véritable honneur de pouvoir, au nom de cette industrie, présenter une motion de défiance envers le gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Southam), m'a fait l'honneur d'appuyer ma motion.

Si j'avais pu douter un seul instant de la sagesse d'une telle motion, mes doutes se seraient entièrement dissipés devant la déclaration du ministre cet après-midi, au nom du pseudo-gouvernement, déclaration qui revenait à dire que le gouvernement rendait inutiles tous les efforts tentés pour résoudre les grands problèmes agricoles de l'heure et qu'il abdiquait de façon peu digne ses responsabilités et obligations. J'ai tout lieu de croire, comme tous mes amis de ce côté-ci de la Chambre, que ces décisions s'inspiraient uniquement de raisons d'ordre politique, parce qu'on voulait à tout prix équilibrer le budget fédéral sans songer aux répercussions possibles sur l'agriculture.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Depuis six ans, nous essayons par tous les moyens, de ce côté-ci de la Chambre, d'attirer l'attention du gouvernement sur la situation de l'agriculture, de lui faire comprendre que l'industrie est en pleine évolution, que les mesures, de nature à résoudre tant bien que mal les problèmes qui se posaient avant 1963, ne suffisent plus aux exigences de 1969 et de 1970. Nous avons tenté

de faire comprendre aux ministériels que les problèmes agricoles de nos jours touchent à tous les domaines de la vie canadienne—que les consommateurs sont directement atteints par les fluctuations des prix et le coût des denrées, que des mesures en matière de santé et de bien-être s'imposent vivement, lorsque des agriculteurs doivent désertier les fermes dites pauvres du pays pour venir habiter dans les centres urbains et devenir, dans la plupart des cas, des assistés sociaux; que la situation concerne le ministère du Travail, puisqu'il doit assurer de l'emploi ou des cours de recyclage à ces gens, incapables maintenant de gagner leur vie à la campagne.

C'est surtout depuis quelques mois que nous essayons de convaincre le gouvernement de la situation financière désastreuse de l'ensemble de l'agriculture. Or, chaque fois que nous essayons de le faire, les porte-parole du gouvernement veulent prouver que le revenu brut de la communauté agricole est plus important que jamais, et que son revenu net s'accroît chaque année. J'affirme qu'il s'agit simplement d'une méthode de comptabilité employée par les partisans du gouvernement pour dissimuler à tous les Canadiens la situation exacte de l'industrie agricole. Il n'importe pas le moins du monde qu'un agriculteur reçoive un revenu brut supérieur de 5 p. 100 lorsque ses dépenses ont augmenté de 10 p. 100 et que ses intérêts sont passés de 6 à 11 p. 100 en une seule année. Son revenu net est bien inférieur à celui qu'il avait un an auparavant. Il est donc difficile de convaincre cet homme que la situation n'a jamais été aussi bonne.

N'est-il pas étrange que lorsque nous parlons de l'une des plus grandes industries du Canada, celle qui exporte plus de denrées qu'aucune autre, l'industrie qui emploie plus de gens qu'aucune autre, nous trouvons que l'augmentation de la valeur d'inventaire des avoirs de cette industrie au cours des dix dernières années est restée presque identique à l'augmentation des emprunts qu'elle a obtenus du gouvernement? Si je ne me trompe, je crois qu'il s'agit d'environ 1,800 millions de dollars.

Au cours des années, le gouvernement a indiqué aux dirigeants agricoles qu'il se rendait compte des problèmes et qu'il tâchait de les résoudre. Le fait est qu'aujourd'hui les dirigeants des groupes de producteurs agricoles et des organismes de commercialisation ne viennent plus à Ottawa pour présenter les faits, faire leurs demandes et offrir au gouvernement leur avis et leurs suggestions. L'expérience leur a appris à leurs dépens que tout ce qu'ils obtenaient, c'était d'être reçus de façon aimable, rien de plus.